



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
BOURGOGNE-  
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**MARCHE D'ACQUISITION ET DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CORRECTIVE DES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION ET DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES POUR LES SERVICES ET CERTAINS OPÉRATEURS DE L'ÉTAT DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE**

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES DE LA CONSULTATION APPLICABLE À L'ENSEMBLE DES LOTS**

**(C.C.T.P)**

**n° de référence du marché : SSI-DA\_BFC\_2025**

*Ce document comprend 11 pages.*

## SOMMAIRE

ARTICLE 1- PRÉAMBULE

ARTICLE 2 - CONTENU DE LA PRESTATION « TENUE D'UN INVENTAIRE DES INSTALLATIONS, ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION LIMITANT LES PFAS»

ARTICLE 3 - CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE ET FOURNITURE DES EXTINCTEURS »

ARTICLE 4 - CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE DES ROBINETS INCENDIE RIA »

ARTICLE 5 - CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE DES COLONNES INCENDIE »

ARTICLE 6 - CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE DES EXUTOIRES ET CHÂSSIS DE DÉSENFUMAGE »

ARTICLE 7 - CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE ET FOURNITURE DES BAES»

ARTICLE 8 - CONTENU DE LA PRESTATION « FOURNITURE D'ÉLÉMENTS DE SIGNALÉTIQUE»

ARTICLE 9 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

## ARTICLE. 1 – PRÉAMBULE

La présente consultation concerne l'acquisition et la maintenance préventive et corrective des équipements de protection et de lutte contre les incendies pour l'ensemble des services et de certains opérateurs de l'État en région Bourgogne-Franche-Comté rattachés au présent groupement.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur chargé de coordonner la passation de l'accord-cadre, de signer et de notifier l'accord cadre pour le compte des adhérents du groupement, est le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté. Il est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre.

Les services déconcentrés de l'État et les opérateurs, pour ce qui les concerne, émettent directement leurs bons de commande et s'assurent de la bonne exécution du marché.

## ARTICLE. 2 – CONTENU DE LA PRESTATION « TENUE D'UN INVENTAIRE DES INSTALLATIONS, ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION LIMITANT LES PFAS »

### 2.1 Communication d'un inventaire d'entrée actualisé

Un tableau actualisé de recensement des équipements par site est communiqué aux candidats.

Sur la base de cet inventaire, chaque gestionnaire de site prépare son bon de commande relatif à la maintenance préventive des installations.

Cet inventaire initial devra être mis à jour après chaque visite sur site.

### 2.3 : Établissement d'un plan de transition permettant d'anticiper l'interdiction des PFAS

Le titulaire s'engage à accompagner le gestionnaire de site sur l'interdiction à venir des extincteurs à eau avec additif fluoré. Il effectue une étude précise de son parc dès le démarrage du marché et lui soumet différents scénari pour lisser sur la durée totale du marché l'implantation de nouveaux matériels conformes dans un coût optimisé.

### 2.3 Mise à jour de l'inventaire jusqu'au terme de l'accord cadre :

Le titulaire s'engage à fournir **annuellement** un livrable informatique actualisé de type « gestion de parc » compilant notamment toutes les données recueillies.

Ce livrable comprendra *a minima* les données suivantes sur les équipements de protection et de lutte contre l'incendie :

- emplacement géographique (bâtiment, étage, pièce, localisation)
- caractéristiques essentielles (type et contenance, etc)
- conformité des appareils ainsi que toute proposition (remplacement, ajout, repositionnement des appareils),
- date d'installation
- dates et contenu des interventions successives.

Ce livrable pourra être élaboré à partir d'un outil informatique (type compte client).

Le titulaire s'engage à fournir au SGAR **6 mois avant la fin de l'accord cadre** une copie de l'inventaire à jour, en format exploitable et modifiable par les outils bureautiques utilisés par les services de l'État (Libre office Calc ou équivalent). Dès 3 mois avant la fin du marché, en l'absence de communication de l'inventaire actualisé demandé le titulaire est susceptible de pénalités d'application immédiate.

### **3.1 Précisions préalables**

Le titulaire du marché s'engage à assurer ces prestations conformément :

- aux normes en vigueur ,

Notamment :

*# la norme NF S61-919 = « Maintenance des extincteurs d'incendie portatifs »*

*Cette norme française fixe les directives relatives au contrôle et à la maintenance périodiques des extincteurs portatifs. Elle précise les périodicités requises ainsi que les modes opératoires recommandés.*

*# la norme NF S61-922 = « Activités de service relatives à la maintenance des extincteurs portatifs, mobiles et fixes »*

*Cette norme française définit les conditions de réalisation du service de la maintenance préventive et corrective des extincteurs portatifs, mobiles et fixes, sur site et / ou en centre de maintenance. Elle précise les relations clients-fournisseurs en matière de contrat de maintenance et de spécifications de service des entreprises et du personnel.*

- aux données techniques préconisées par le constructeur des matériels à maintenir.

- aux règles que le titulaire du lot s'engage à respecter dans son offre technique, le cas échéant :

*# la règle APSAD R4 = « Règle d'installation / Extincteurs portatifs et mobiles ». Cette règle définit les exigences minimales de conception, de réalisation et de maintenance auxquelles doivent satisfaire les installations d'extincteurs ainsi que les exigences relatives à la modification d'installations existantes pour garantir leur efficacité dans toutes les circonstances préalablement établies.*

*# le référentiel de certification I4 - NF 285 = « Extincteurs : Service d'installation et de maintenance ». Ce référentiel décrit les exigences auxquelles doit satisfaire une entreprise engagée dans l'installation et la maintenance d'extincteurs d'incendie portatifs et mobiles et qui souhaite être certifiée tierce partie et bénéficier de la marque APSAD et NF Service. Les organismes certificateurs sont le CNPP et AFNOR Certification.*

*# le guide pratique pour la maintenance des extincteurs portatifs, mobiles et fixes : édité par AFNOR Certification et FFMI. Ce guide décrit les principaux modes opératoires (à usage des techniciens vérificateurs) associés à la vérification et à la maintenance périodique des extincteurs.*

### **3.2 Les opérations de maintenance préventive des extincteurs sont assurées dans le cadre d'une formule « tout inclus »**

Les maintenances préventives des extincteurs portatifs (EP) et des extincteurs sur roues (ER) sont rémunérées sur la base de prix forfaitaires par appareil, lesquelles devront inclure :

- l'inventaire d'entrée, sa mise à jour régulière et sa restitution finale 3 mois avant la fin de l'accord-cadre.
- le déplacement,
- la main d'œuvre d'un technicien spécialisé en maintenance des extincteurs
- le changement de scellé millésimé,
- le changement des joints,
- le changement des charges de maintenance selon les garanties des fabricants (additif tous les 3 ans, poudre tous les 5 ans)
- toutes les pièces détachées d'usure courante, notamment :

*# POUR EXTINCTEURS PORTATIFS : scellé millésimé, joint de robinet, percuteur monté, collier de serrage tuyau, écrou borgne zingué M, support mural extincteur eau et poudre, support mural extincteur CO2, goupille de sécurité, étiquette de vérification, étiquette de vérification de transport, étiquette de maintenance quinquennale,*

*# POUR EXTINCTEURS EAU : robinet sans bouteille CO2 sans tuyau, soufflette avec lance et tuyau, tamis pour lance, opercule extincteur portatif,*

# POUR EXTINCTEURS POUDRE robinet sans bouteille CO2 sans tuyau, soufflette avec lance et tuyau, jet, opercule extincteur portatif,

# POUR EXTINCTEURS CO2 tromblon, joint fibre, joint torique

# POUR EXTINCTEURS SUR ROUES goupille de sécurité inox, joint caoutchouc pour bouchon, collier de serrage tuyau, écrou zingué, joint fibre, opercule d'étanchéité, tamis

scellé millésimé, joint de robinet, joint fibre, joint torique, joint caoutchouc, cartouche gaz neuve, cartouche gaz zéon neuve

- le complément quinquennal
- la dépose et /ou repose de l'extincteur
- la numérotation des extincteurs
- la mise à jour du registre de sécurité
- la rédaction du rapport d'intervention.

### **3.3 Les opérations de maintenance corrective MC des extincteurs rémunérées sont listés exhaustivement**

Ces prestations comprennent ;

- La recharge hors maintenance préventive :

# Recharges extincteurs suite utilisation rémunérées sur la base d'un prix unitaire HT frais de déplacement et main d'œuvre inclus

# Recharge extincteurs suite malveillance rémunérées sur la base d'un prix unitaire HT frais de déplacement et main d'œuvre inclus

- La fourniture d'équipements neufs (incluant la pose, l'élimination, la réforme des appareils hors d'usage, les frais de déplacement et la main d'œuvre) rémunérée sur la base d'un prix unitaire HT par appareil pour les différents types listés dans le BPU.

## **ARTICLE 4 – CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE DES ROBINETS D'INCENDIE ARMES »**

### **4.1 Précisions préalables**

Le titulaire du marché s'engage à assurer ces prestations conformément :

- aux normes en vigueur :

Notamment :

*# Norme NF S62-201 = « Robinets d'Incendie Armés équipés de tuyaux semi-rigides (R.I.A.) / Règles d'installation et de maintenance de l'installation »*

*Cette norme française fixe les règles auxquelles doit satisfaire une installation de R.I.A. depuis la conception de l'installation jusqu'à sa réception, ainsi que la maintenance de l'installation. Les règles de maintenance des postes R.I.A. sont traitées dans la norme NF EN 671-3 « Maintenance des R.I.A équipés de tuyaux semi-rigides et des postes d'eau muraux équipés de tuyaux plats ».*

- aux données techniques préconisées par le constructeur des matériels à maintenir.

- aux règles que le titulaire du lot s'est engagé à respecter dans son offre technique, le cas échéant :

*# la règle APSAD R5 = « Règle d'installation / Robinets d'Incendie Armés (R.I.A.) et Postes d'Incendie Additivés (P.I.A.) ». Cette règle définit les exigences de conception, de réalisation et de maintenance d'une installation de R.I.A./P.I.A.*

*# le référentiel de certification R.I.A./ P.I.A. réf. J5 / F5 = « J5 / Service de validation d'installation – F5 / Service de maintenance d'installation ». Ce référentiel décrit toutes les exigences auxquelles doit satisfaire une entreprise engagée dans l'installation et la maintenance d'installation R.I.A/ P.I.A. et qui souhaite être certifiée tierce partie et bénéficier de la marque APSAD de Service associée à ces activités.*

*# le guide pratique pour la maintenance des installations de R.I.A./P.I.A., édité par AFNOR Certification et FFMI. Ce guide décrit les principaux modes opératoires (à usage des techniciens vérificateurs) associés à la vérification et à la maintenance périodiques des postes R.I.A/P.I.A. et du réseau d'eau qui les alimente.*

#### **4.2 Les opérations de maintenance préventive annuelle d'un RIA**

La maintenance préventive est rémunérée sur la base d'un prix forfaitaire par appareil qui inclut :

- l'inventaire d'entrée, sa mise à jour régulière et sa restitution finale 3 mois avant la fin de l'accord-cadre,
- le déplacement,
- la main d'œuvre d'un technicien spécialisé en RIA
- la rédaction d'un rapport d'intervention
- la mise à jour du registre de sécurité

Cette maintenance préventive exclut :

- la remise en état suite à une malveillance
- la maintenance corrective
- le contrôle du réseau.

#### **4.3 Les opérations de maintenance quinquennale d'un RIA**

La maintenance préventive quinquennale est rémunérée sur la base d'un prix forfaitaire par appareil qui inclut notamment :

- le déplacement,
- la main d'œuvre d'un technicien spécialisé en RIA
- la rédaction d'un rapport d'intervention
- la mise à jour du registre de sécurité

Cette maintenance préventive exclut :

- la remise en état suite à une malveillance
- la maintenance corrective
- le contrôle du réseau

#### **4.4 Les opérations de maintenance décennale d'un RIA**

La maintenance préventive décennale est rémunérée sur la base d'un prix forfaitaire /appareil, qui inclut notamment :

- le déplacement,
- la main d'œuvre technicien spécialisé en RIA
- la rédaction d'un rapport d'intervention
- la mise à jour du registre de sécurité

Cette maintenance préventive décennale exclut :

- la remise en état suite à une malveillance
- la maintenance corrective
- le contrôle réseau

#### 4.5 Les opérations de maintenance corrective

Ces opérations sont rémunérées sur la base de prix unitaires ou d'un pourcentage de remise sur le prix catalogue du titulaire :

- frais de déplacement sur site rémunérés sur la base d'un prix unitaire HT
- taux horaire main d'œuvre dépannage et travaux divers rémunérée sur la base d'un prix unitaire HT
- pièces selon le prix du ou des catalogues du titulaire avec déduction de la remise indiquée dans le BPU soit X %

L'intervention est conditionnée à l'acceptation par le gestionnaire de site d'un devis et à la réception d'un bon de commande.

#### 4.6 Les prestations de dépose et d'élimination d'un RIA

Ces prestations sont rémunérées sur la base d'un prix forfaitaire par appareil qui inclut :

- le déplacement
- la main d'œuvre d'un technicien
- la rédaction d'un rapport d'intervention
- la mise à jour du registre de sécurité

L'accord-cadre ne comprend pas l'acquisition et la pose de nouveaux RIA.

### ARTICLE 5 – CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE DES COLONNES D'INCENDIE »

#### 5.1 Précisions préalables

Le titulaire du marché s'engage à assurer ces prestations conformément :

- aux normes en vigueur

Notamment :

*# la norme NF S61-759 = « Matériel de lutte contre l'incendie / Colonnes d'incendie (sèches et en charge). Cette norme française définit les règles d'installation et de maintenance des colonnes d'incendie sèche et en charge.*

- aux données techniques préconisées par le constructeur des matériels à maintenir.

- aux règles que le titulaire du lot s'est engagé à respecter dans son offre technique, le cas échéant :

*# le référentiel de certification de Colonnes d'incendie / réf. J3 / F3 = « J3 / Service de validation d'installation – F3 / Service de maintenance d'installation ». Ce référentiel décrit les exigences auxquelles doit satisfaire une entreprise engagée dans l'installation et la maintenance de colonnes d'incendie et qui souhaite être certifiée tierce partie et bénéficier de la marque APSAD de Service associée à ces activités.*

#### 5.2 Les opérations de maintenance préventive annuelle d'une colonne incendie

Ces opérations sont rémunérées sur la base d'un prix forfaitaire par appareil.

#### 5.3 Les opérations de maintenance préventive quinquennale d'une colonne incendie.

Ces opérations sont rémunérées sur la base d'un prix forfaitaire par appareil.

## 5.4 Les opérations de maintenance corrective des colonnes à incendie :

Ces opérations sont rémunérées sur la base de prix unitaires ou d'un pourcentage de remise sur le prix catalogue du titulaire :

- frais de déplacement sur site rémunérés sur la base d'un prix unitaire HT
- taux horaire main d'œuvre dépannage et travaux divers rémunérée sur la base d'un prix unitaire HT
- pièces selon le prix du ou des catalogues du titulaire avec déduction de la remise indiquée dans le BPU soit X %

L'intervention est conditionnée à l'acceptation par le gestionnaire de site d'un devis et à la réception d'un bon de commande.

L'accord-cadre ne comprend pas l'acquisition et la pose de nouvelles colonnes d'incendie.

### ARTICLE 6 – CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE DES EXUTOIRES ET CHASSIS DE DESEMFUMAGE COMMANDES MANUELLEMENT »

#### 6.1 Précisions préalables

Le titulaire du lot s'engage à assurer ces prestations conformément :

- aux normes en vigueur

Notamment :

*# Norme NF S61-933 = « Systèmes de Sécurité Incendie SSI : Règles d'exploitation et de maintenance ». Cette norme française vise à assurer l'aptitude à la fonction des équipements techniques constitutifs d'un système concourant à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique. Elle donne les règles générales d'exploitation et de maintenance des matériels et des liaisons constituant ces systèmes de sécurité incendie (SSI).*

- aux données techniques préconisées par le constructeur des matériels à maintenir.

- aux règles que le titulaire du lot s'est engagé à respecter dans son offre technique, le cas échéant :

*# la règle APSAD R17 = « Règle d'installation exutoires de fumées et de chaleur » Cette règle définit les exigences techniques minimales auxquelles doivent répondre les systèmes de désenfumage naturel pour garantir leur efficacité dans toutes les circonstances préalablement établies.*

*# le référentiel de certification I17/F17 = « I17 / Service d'installation – F17 / Service de Maintenance » relatif aux Systèmes de Désenfumage Naturel (SDN)*

#### 6.2 Les opérations de maintenance préventive

**Ces opérations sont rémunérées sur la base d'un prix forfaitaire par appareil incluant les cartouches CO2 percutées pendant l'intervention**

La maintenance à réaliser sera la suivante :

- pour les exutoires châssis ouvrants type mécanique : contrôle fonctionnement ouverture fermeture, système d'éjection, graissages, vérification fusible thermique eutectique, contrôle verrou .
- pour les exutoires châssis ouvrants type pneumatique : contrôle fonctionnement ouverture fermeture, verrouillage, graissage, contrôle verrou.
- pour les treuils, tirer lâcher : dépoussiérage, graissage pignons axes, contrôle mécanismes, graissages câble et poulie, vérification du parcours, gaines câbles, apposition étiquette de vérification.



- pour les coffret Poste CO2 : dépoussiérage, contrôle : déclencheurs, dards de percutions, cartouches par pesage, circuit pneumatique apposition étiquette de vérification.

### 6.3 Les opérations de maintenance corrective sur devis et prix unitaires :

Ces opérations sont rémunérées sur la base de prix unitaires ou d'un pourcentage de remise sur le prix catalogue du titulaire :

- frais de déplacement sur site rémunérés sur la base d'un prix unitaire HT
- taux horaire main d'œuvre dépannage et travaux divers rémunérée sur la base d'un prix unitaire HT
- pièces selon le prix du ou des catalogues du titulaire avec déduction de la remise indiquée dans le BPU soit X %

L'intervention est conditionnée à l'acceptation par le gestionnaire de site d'un devis et à la réception d'un bon de commande.

L'accord-cadre ne comprend pas l'acquisition et la pose de nouveaux exutoires et châssis.

## ARTICLE 7 – CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE ET FOURNITURE DES BAES »

### 7.1 Précisions préalables

Le titulaire du marché s'engage à assurer ces prestations conformément :

- conformément aux normes en vigueur

Notamment :

*# Norme NF C 71-830 = « Maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité BAES et BAEH »  
Norme française qui définit les principes généraux relatifs à la maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité.*

- aux données techniques préconisées par le constructeur des matériels à maintenir
- aux règles que le titulaire du lot s'est engagé à respecter dans son offre technique.

**La maintenance préventive des BAES est rémunérée sur la base d'un prix forfaitaire par appareil qui comprend notamment le changement des ampoules / veilleuses et le changement de l'accu.**

**La fourniture de BAES exclusivement en technologie blocs auto testables SATI à LED (système automatique de tests intégrés) est rémunérée sur la base d'un prix unitaire HT par appareil incluant la pose des équipements neufs (ampoules / veilleuses / accu inclus) et l'élimination des appareils hors d'usage.**

## ARTICLE 8 – CONTENU DE LA PRESTATION « FOURNITURE D'ÉLÉMENTS DE SIGNALÉTIQUE »

Les éléments de signalétique sont commandés et installés à l'initiative de chaque gestionnaire de site, sur la base du BPU.

## ARTICLE 9 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

### 9.1 Le bon d'intervention fourni en fin d'opération de maintenance annuelle

Un bon d'intervention est fourni dès la fin de l'opération de maintenance annuelle . Il comporte le lieu (nom du site et du bâtiment) et la date de vérification, ainsi que pour chaque appareil :

- sa numérotation
- son type
- l'année de fabrication ou du dernier échange standard pour les extincteurs CO2

- l'emplacement exact
- le détail des opérations réalisées

## **9.2 La Signature des registres de sécurité**

Dès la fin de l'opération de maintenance préventive d'un bâtiment, le registre de sécurité du bâtiment devra être signé.

## **9.3 La périodicité d'intervention pour la maintenance préventive**

Cette périodicité est fixée au moins à un an, l'espacement entre 2 visites systématiques d'entretien d'un même appareil ne devant pas excéder 14 mois.

## **9.4 Les Dates et Heures des visites**

Les dates, et l'heure exacte des visites sont fixées à l'avance d'un commun accord. Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 48 heures avant la date prévue.

## **9.5 Information du gestionnaire de site**

Le personnel chargé de la visite se présente au gestionnaire de site dès son arrivée dans l'établissement.

## **9.6 Indisponibilité des appareils « type extincteurs » pour cause de maintenance**

Si les opérations de maintenance nécessitent de rendre indisponible un appareil plus de 3 heures à son emplacement habituel, le titulaire devra effectuer un remplacement temporaire par un appareil de même type sans coût complémentaire. Il informera le gestionnaire de site des matériels ainsi remplacés et de la durée de l'imprévisibilité.

## **9.7 Nécessité d'une maintenance corrective détectée à la suite d'une visite de maintenance préventive**

Si lors d'une visite de maintenance préventive, certains appareils nécessitent une maintenance corrective, ces opérations correctives doivent faire l'objet d'un bon de commande spécifique du gestionnaire de site.

Entre deux opérations de maintenance préventive, sur appel téléphonique confirmé par écrit (mail ou autre moyen) les interventions de maintenance corrective sont effectuées dans le délai maximum de 48 h.

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectués que dans ses usines ou ateliers, il en informe le gestionnaire de site. Ce dernier en accord avec le titulaire, détermine les moyens à mettre en œuvre pour maintenir le niveau de sécurité pendant la période de carence. Les moyens mis en œuvre sont à la charge du titulaire.

## **9.8 Accès et Sécurité**

Le titulaire désigne les personnes autorisées pour la maintenance des matériels et équipements, un responsable d'équipe est nommément désigné.

Le titulaire s'engage à n'utiliser que du personnel aux compétences parfaitement adaptées aux prestations à assurer.

Le personnel du prestataire sera porteur d'une tenue facilement identifiable, à défaut il sera en mesure de présenter une carte d'identité professionnelle.

Le titulaire transmet au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières propres à l'établissement qui lui ont été communiquées par les gestionnaires de site.

Conformément aux lois et règlements en vigueur, le titulaire s'engage à établir un plan de prévention.

Les personnels du titulaire devant intervenir dans l'environnement de pièces nues sous tension (local réservé aux électriciens, armoire électrique...) doivent être formés aux risques électriques et être habilités.

Le gestionnaire de site met gratuitement à disposition du titulaire l'énergie nécessaire à l'accomplissement des tâches courantes relevant de ses prestations.

## **9.9 Coordination des interventions**

Si le titulaire n'est pas le fournisseur et lorsque la période de garantie est comprise dans la durée, le titulaire prend toutes dispositions en accord avec le fournisseur des matériels pour assurer la coordination des interventions.

## **9.10 Traçabilité des opérations**

Le titulaire est tenu, lors de chaque visite de maintenance ou d'intervention, d'établir immédiatement un rapport d'intervention précisant la nature des prestations effectuées .

Le rapport d'intervention doit être signé par le gestionnaire de site et par le titulaire.

Les interventions réglementaires doivent être notifiées dans le registre de sécurité de l'établissement.

Un rapport annuel d'activité transmis au gestionnaire de site et à la PFRA reprend *a minima* : les interventions d'entretien et de dépannage réalisées dans l'année écoulée, un historique des incidents, une prévision des travaux à réaliser dans l'année qui suit et toute préconisation d'amélioration.

## **9.11 Récupération et respect de l'environnement**

Les pièces non utilisables, les charges remplacées et les résidus autres doivent être présentés gestionnaire de site et évacués par la suite par le titulaire . Il n'y aura pas de stockage des déchets sur site.

Le titulaire a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits et recyclables. Il s'engage à fournir à chaque élimination les bordereaux de traitement réglementaire.

## **9.12 Remise en état de propreté après intervention**

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.